



RESTITUTION

Votre Europe durable en 2030 – Atelier projectif de Dijon



DESCRIPTIF DE L'ACTIVITÉ

Le ministère de la Transition écologique et solidaire a proposé à 3 panels de citoyens, constitués par un institut de sondage, d'imaginer quelle serait leur Europe durable en 2030. Ces ateliers de 15 personnes se sont appuyés notamment sur les objectifs de développement durable (ODD) pour répondre à cette question. Ils ont eu lieu en simultanée à Bordeaux, Dijon et Montreuil le 9 juin 2018. Les résultats produits ont fait l'objet d'un échange avec la secrétaire d'État Brune Poirson le 5 juillet 2018.

Événement
labellisé
**QUELLE
EST VOTRE
EUROPE** 
Consultations citoyennes
sur l'Europe



SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ

AVIS CITOYEN

Notre groupe est composé de 15 citoyens, habitants de la périphérie de Dijon, en zone rurale.

Nous avons été invités par le ministère de la Transition écologique et solidaire à participer à cet atelier de citoyens portant sur l'Europe, et plus précisément à nous prononcer sur nos envies, nos souhaits concernant l'Europe durable en 2030 telle que nous l'envisageons.

*

* *

Où en sommes-nous avec l'Europe aujourd'hui ?

Il nous semble nécessaire de souligner que nous partageons tous un manque d'information sur ce qui se passe actuellement dans les autres pays européens. Parfois même, l'information manque au niveau local, ce qui ne nous permet pas de nous projeter pleinement et de comparer les différentes situations en Europe.

L'Europe aujourd'hui nous semble être une communauté dont les membres ne sont pas très proches.

La France et l'Allemagne constituent les États forts à la tête de cette communauté, mais ne sont pas eux-mêmes toujours unis. Ils imposent leur autorité et leur façon de voir les choses aux autres États que nous jugeons plus faibles, à l'Est notamment.

Les États membres partagent un certain nombre de principes fondateurs : une proximité géographique, le respect des droits de l'homme, une monnaie unique et le respect de principes économiques, comme un taux de surendettement maximum, la libre concurrence ou le libre-échange.

L'Europe nous apparaît néanmoins comme divisée, notamment parce que les cultures des pays restent différentes les unes par rapport aux autres, parce qu'il y a des identités par pays qui perdurent, et un besoin pour chaque nation d'exister en tant que telle. Chacun tient à ses intérêts particuliers. Nous avons conscience que les mentalités évoluent, mais que cela se fait sur plusieurs générations. En outre, des tensions existent : ceux qui ne respectent pas les règles imposées font l'objet de sanctions, et certains membres cherchent à partir.

Ce qui nous inquiète aujourd'hui en Europe, c'est l'afflux de personnes dans le besoin mais aussi de travailleurs qui créent une concurrence déloyale. Nous avons le sentiment que certains pays, notamment à l'Est, ont été intégrés en ayant plus besoin de cette Europe que nous. **Il en est de même avec l'ouverture à la concurrence**, que cela concerne les trains, l'électricité, ou plus globalement les marchés publics.

Mais l'Europe, c'est aussi pour nous la monnaie unique, les échanges scolaires de nos enfants, les aides pour les agriculteurs, les subventions pour la formation professionnelle, le financement de pistes cyclables... **Nous avons conscience de nous focaliser avant tout sur ce qui ne va pas, et que l'Europe nous apporte des avantages que nous ne connaissons pas.**

De manière plus générale, nous manquons d'information sur l'Europe et avons peu de visibilité sur qui sont et ce que font nos voisins européens, mais aussi sur le fonctionnement général de l'Europe. Les citoyens ne connaissent pas bien les règles à suivre, alors que les gouvernements les connaissent. **Cela est déplorable à nos yeux, car d'autres pratiques doivent être intéressantes et à échanger entre citoyens.**

DATE ET HEURE

9 juin 2018 de 9h à 13h

LIEU

Dijon

PARTICIPANTS

Panel de 15 personnes réalisé par l'IFOP

Hommes, femmes, âgés de 18 ans et plus

Habitant des zones rurales

Classes moyennes et populaires

Thèmes évoqués

Au cours de nos ateliers, nous avons choisi collectivement de travailler sur trois objectifs de développement durable (sur les dix-sept présentés) :

- la santé et le bien-être pour tous et à tout âge,
- les modes de consommation et de production durables,
- l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable.

Questions/attentes/problèmes soulevés

Modes de consommation et de production durables

Établir des modes de consommation et de production durables doit être la priorité pour l'Europe. En effet, nous jugeons tous que nos manières de consommer ont un impact direct sur l'environnement. La surproduction de déchets est la conséquence directe de notre consommation.

D'une part, nous constatons une surconsommation et une surproduction en 2018. Mais nous observons aussi, d'autre part, une prise de conscience face à la surproduction de déchets (trop d'emballages), face au gaspillage, face à la mauvaise alimentation et ses effets négatifs sur la santé. La prise de conscience est aujourd'hui à la fois individuelle et collective, et passe notamment par :

- le succès du bio, ou de la consommation locale en circuit court ;
- la mise à disposition de dispositifs pour les citoyens, notamment en zone rurale (composteurs, poubelles de tri, poules...) ;
- la création de labels et subventions pour les entreprises méritantes et les produits respectueux de l'environnement.



In fine, ces initiatives en faveur de nouveaux modes de consommation doivent permettre à tous de consommer différemment et mieux, en créant un cercle vertueux depuis la production de l'objet jusqu'à sa fin de vie ou son recyclage.

Le constat concerne avant tout la France et surtout notre région, car ici encore nous nous sentons peu informés de ce qu'il se passe ailleurs. Si ces dispositifs existent en milieu rural, nous ne savons pas s'ils ont été implantés en ville, et encore moins au niveau européen. La pratique du recyclage n'est pas uniforme : certaines municipalités (ou communautés de communes) font payer en fonction de quotas, et vont jusqu'à appliquer des amendes, quand d'autres ne le font pas.

La santé et le bien-être pour tous et à tout âge

La santé et le bien-être représentent pour nous d'autres défis majeurs pour l'Europe durable de demain. Certes, la santé s'améliore sur le long terme et la durée de vie s'allonge. De plus, la France est bien située par rapport aux autres pays en termes de santé publique grâce à son système de Sécurité Sociale. Pourtant, la santé est toujours un enjeu :

- Il existe des inégalités dans l'accès à la santé et aux soins déjà en France. Certaines personnes doivent parcourir de grandes distances pour accéder aux soins (ex. : les déserts médicaux). Nous

imaginons qu'il en est de même ailleurs en Europe.

- Nous pensons qu'il existe des différences en termes de formation des médecins et professionnels de santé. Il semble qu'au niveau européen, il n'y ait pas d'harmonisation.
- Les citoyens n'ont pas tous le même accès aux médicaments (ex. : problème de l'accès aux vaccins pour les enfants).
- Certains problèmes de santé publique liés à l'alimentation (alimentation déséquilibrée, plats industriels, conservateurs) comme l'obésité ou les maladies cardio-vasculaires apparaissent en France mais aussi probablement ailleurs en Europe.
- Par ailleurs, au sujet de la santé, nous sommes persuadés qu'il existe des disparités entre les pays, mais aussi entre les différentes classes sociales internes aux pays.

L'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable

Le dernier enjeu qui nous apparaît central pour l'Europe de demain concerne l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable. **Aujourd'hui, il y a une véritable nécessité de maîtriser les énergies pour polluer moins.** La consommation excessive d'énergie (notamment du pétrole et du charbon) a un impact sur le réchauffement climatique. C'est d'autant plus important que nous avons conscience de notre besoin de confort et du probable maintien du nucléaire à moyen terme.

Mais nous voyons une prise de conscience générale sur cette nécessité de maîtriser les énergies pour polluer moins, avec le développement des énergies renouvelables (panneaux solaires, éoliennes), qui est un réel progrès. Pourtant, ces nouvelles énergies ont toujours une place marginale en Europe.

Globalement, nous nous sentons impuissants. Nous nous demandons s'il reste des choses à faire ou si nous avons atteint un point de non-retour. Nous savons qu'il existe des solutions intéressantes pour ne pas polluer, mais celles-ci ne sont pas suffisamment exploitées à notre sens. **Nous observons une certaine hypocrisie** : la France produit et consomme du nucléaire et l'Allemagne a remplacé une solution polluante, le nucléaire, par une autre tout aussi polluante, voire plus : le charbon.

Nous ne savons pas comment les autres pays consomment l'énergie, mais pensons qu'il doit y avoir une inégalité au niveau des ressources. Les coûts de l'énergie doivent être différents d'un pays à l'autre.

Nous savons que nous allons épuiser les ressources fossiles, notamment le pétrole. C'est en même temps un espoir, car jusqu'à présent rien n'a permis de modifier notre consommation : quand tout sera épuisé, il faudra passer à autre chose, utiliser d'autres types d'énergies, consommer différemment.

Pistes de propositions formulées

Modes de consommation et de production durables

Face à cela, nous devons agir. Les initiatives doivent venir de tous les acteurs, et de l'ensemble de la chaîne des autorités, mais aussi des producteurs, distributeurs, des consommateurs. Tous les maillons de la chaîne peuvent s'impliquer pour favoriser le changement de nos manières de consommer. Lorsqu'un maillon est défaillant, c'est toute la chaîne qui est fragilisée.

Nous souhaitons aussi que l'Europe s'empare du sujet car celui-ci nous tient à cœur : nous en attendons beaucoup. La visée est même internationale, et pas seulement intra-européenne.

Nous attendons de l'Europe qu'elle garantisse un meilleur étiquetage, une traçabilité parfaite des produits, et de meilleures subventions pour les initiatives qui permettent de mieux consommer et limitent la production de déchets.

Elle doit ensuite faire respecter les lois déjà existantes, grâce à des contrôles poussés sur l'hygiène, les méthodes de production et d'élevage.

Nous attendons aussi de l'Europe qu'elle s'implique *via* la communication et la sensibilisation. Son action doit permettre de limiter la production de déchets et de sensibiliser sur l'impact de nos modes de consommation, par des actions ou une meilleure information sur les méthodes d'élevage et de production, etc.

Enfin, l'Europe doit faire pression pour limiter les importations provenant du reste du monde, et se centrer sur une production européenne de qualité. Les importations devront être aux standards européens (respect du cahier des charges, hygiène).



Consommer mieux et différemment est un objectif important à nos yeux mais reste complexe, et ce pour différentes raisons :

- L'aspect financier constitue le principal problème pour mieux consommer. Consommer de manière durable a un coût, et cela n'est pas accessible à tout le monde. Nous voulons toujours plus, et moins cher. Généralement, nous notons que de faibles prix vont de pair avec une mauvaise qualité. Cela constitue un problème car nous sommes convaincus que nos manières de consommer se répercutent sur notre santé.
- Nous souhaitons que l'Europe utilise son pouvoir de persuasion, d'information, d'éducation pour changer les comportements de consommation, mais nous avons conscience qu'il sera difficile d'imposer ces nouvelles manières de consommer.
- Encore aujourd'hui nous constatons qu'il existe du « bio » et du « bio » : le vrai bio, durable, cultivé dans son jardin ou acheté chez les producteurs à proximité, et des produits bios vendus encore emballés dans du plastique superflu et polluant. Il reste difficile d'avoir une consommation raisonnée et/ou naturelle.
- Il y a parfois un problème d'offre. En effet, la commercialisation de produits durables est encore marginale. À ce sujet, nous avons le sentiment que les ruraux et les urbains n'ont pas accès à la même qualité de produits.
- Certains d'entre nous s'interrogent sur la compatibilité de ces nouveaux modes de production durables (permaculture, bio, etc.) avec l'impératif de subvenir aux besoins alimentaires d'une large population.
- Nous avons conscience que ceux qui détiennent réellement le pouvoir sont les actionnaires des grandes entreprises, et que cela est un obstacle à une consommation plus durable. De la même manière, le pouvoir des grands groupes industriels, comme Monsanto, inquiète. Nous pouvons craindre que la recherche du profit mette en péril la capacité de consommer différemment.

La santé et le bien-être pour tous et à tout âge

Concrètement, nous attendons de l'Europe qu'elle permette un meilleur accès de tous à la santé, en ce qui concerne la proximité et l'accès aux soins. Cela pourra passer par :

- l'uniformisation des diplômes de formation en ce qui concerne les parcours santé, en les rendant équivalents entre pays ;
- l'ouverture du *numerus clausus* dans les cursus de médecine ;
- une libre circulation des personnels de santé ;
- des subventions et incitations pour pousser les médecins à s'implanter dans les zones où ils sont trop rares ;

- des prix uniques pour les médicaments dans tous les pays européens, tout en gardant à l'esprit qu'un euro n'a pas la même valeur dans chacun d'entre eux ;
- la mise en place d'un système de sécurité sociale harmonisé dans toute l'Europe, avec l'émission d'une carte de sécurité sociale européenne de soin.

En termes de communication, nous souhaitons de l'Europe qu'elle échange davantage sur les bonnes pratiques qui peuvent inspirer. Des initiatives sont lancées, mais il faut aller plus loin selon nous, en favorisant le partage d'expérience (campagnes anti-tabac, obésité). Actuellement, en tant que Français, nous manquons d'informations sur la façon dont fonctionnent les systèmes de santé dans les autres États membres.

En termes de prévention, l'Europe devra également inciter les citoyens à une meilleure hygiène de vie, qu'il s'agisse de leur alimentation (ce qui rejoint la façon de consommer, tout est lié), ou de la pratique sportive. Cela pourra passer par la prévention dans les écoles, dès le plus jeune âge.

Nous gardons à l'esprit qu'il existe de nombreux obstacles. Nous avons conscience que chaque pays voudra conserver son propre fonctionnement et que chaque pays a des besoins et des moyens différents. Le principe d'harmonisation sera donc compliqué à atteindre.

En outre, nous restons méfiants face au **lobbying pharmaceutique**, présent dans tous les pays d'Europe. La maîtrise de leur influence et la protection des citoyens doivent passer tout d'abord par les gouvernements.

L'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable

Nous appelons de nos vœux :

- la réalisation d'un bilan sur les ressources existantes dans tous les pays. Cet état des lieux permettra des économies d'énergies ;
- l'investissement dans la recherche et développement pour créer des dispositifs innovants, notamment des appareils à basse consommation d'énergie ;
- l'encouragement des bonnes pratiques ;
- la pénalisation des pollueurs plus qu'ils ne le sont aujourd'hui, grâce à des quotas et des objectifs.

Face à cet enjeu de développement des énergies renouvelables, nous identifions différents obstacles qu'il s'agira de surmonter :

- L'obstacle financier est ici encore présent : les énergies renouvelables sont plus chères.
- Nous pensons que l'offre disponible en énergies renouvelables ne répondra pas nécessairement à la demande.
- Ici encore, nous considérons que les intérêts des lobbies et notamment des lobbies pétroliers vont à l'encontre des nôtres, tout comme ceux des actionnaires de grands groupes pétroliers.
- Nous avons conscience de l'existence d'une menace de délocalisation si les taxes à l'encontre des entreprises polluantes sont trop élevées. Mais cela reste un problème mondial et concerne l'ensemble des États. Nous considérons que l'Europe, qui a un grand pouvoir, doit montrer l'exemple et imposer ses idées au reste du monde.

ORGANISATEUR DE L'ACTIVITÉ

Ministère de la Transition écologique et solidaire

Contact : Carole Garnier

Adresse :

N° de téléphone :

Raison sociale : État

